

**Comité de la facilitation des échanges**

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE  
LA FACILITATION DES ÉCHANGES  
15 AOÛT 2022**

PRÉSIDENT: S.E. M. ADAMU MOHAMMED ABDULHAMID (NIGÉRIA)

**Table des matières**

<b>1 DEMANDES DE DÉLAI ADDITIONNEL POUR LA NOTIFICATION DES DATES DÉFINITIVES CONCERNANT LES DISPOSITIONS DE LA CATÉGORIE C.....</b>	<b>1</b>
<b>2 AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>5</b>
2.1 Notifications en suspens .....	5
2.2 Date de la prochaine réunion .....	6
<b>3 CONCLUSION .....</b>	<b>7</b>

1.1. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégations et a rappelé que l'ordre du jour de la réunion avait été distribué dans le document WTO/AIR/TFA/23/Rev.1. Il y avait une question à l'ordre du jour - demandes de délai additionnel de la part des pays les moins avancés (PMA) pour la notification des dates définitives concernant les dispositions de la catégorie C.

1.2. Le Président a rappelé qu'au titre de l'article 16:3 de l'AFE, les PMA ayant des difficultés à communiquer les dates définitives pour la mise en œuvre des dispositions de la catégorie C avant le 22 août, faute de soutien d'un donateur ou en raison de l'absence de progrès concernant la fourniture de l'assistance et du soutien pour le renforcement des capacités, devraient notifier ces difficultés au Comité le plus tôt possible avant l'expiration de ce délai.

1.3. Cinq Membres - la Guinée, le Népal, la Tanzanie le Tchad, et le Togo - ont demandé un délai additionnel pour la notification des dates définitives concernant les dispositions de la catégorie C.

1.4. Le Président a ajouté trois points à l'ordre du jour au titre des "Autres questions": 1) examen de la façon dont le Comité traitera les nouvelles demandes de prolongation jusqu'au délai du 22 août; 2) changement des dates de la réunion d'octobre du Comité, car celle-ci coïnciderait avec la réunion du Conseil général; et 3) participation des organisations visées à l'annexe D et de l'Alliance mondiale à la prochaine réunion du Comité.

1.5. L'ordre du jour a été adopté avec les modifications proposées.

**1 DEMANDES DE DÉLAI ADDITIONNEL POUR LA NOTIFICATION DES DATES DÉFINITIVES CONCERNANT LES DISPOSITIONS DE LA CATÉGORIE C**

1.1. Le Président a attiré l'attention du Comité sur la première demande, qui avait été présentée par le Népal et distribuée sous la cote G/TFA/N/NPL/1/Add.3. Le Népal avait demandé une prolongation jusqu'au 22 août 2023.

1.2. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

1.3. Le gouvernement népalais s'engage sans réserve à mettre efficacement en œuvre l'AFE et prend les mesures nécessaires dans ce domaine. Le Népal a déjà notifié les dates définitives pour les mesures relevant de la catégorie B et les dates indicatives pour les mesures relevant de la catégorie C. En outre, il a transféré 11 mesures de la catégorie C à la catégorie B. Actuellement, le gouvernement s'emploie à arrêter les dates définitives concernant les mesures relevant de la catégorie C. Néanmoins, cela pose des difficultés. La mise en œuvre des mesures relevant de la catégorie C nécessite une assistance technique de la part des pays membres donateurs, qui est aussi importante pour fixer des dates définitives. Elle nécessite également un niveau de consultations plus vaste avec les organisations concernées, les parties prenantes et les donateurs. Il est possible que la conclusion des travaux requière davantage de temps, compte tenu de la situation difficile engendrée par la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, conformément à l'article 16:3, le Népal a présenté une demande de délai additionnel pour notifier les dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C et prie le Comité d'envisager de prolonger d'au moins un an, jusqu'au 22 août 2023, le délai qui lui est accordé pour notifier les dates définitives concernant ses dispositions relevant de la catégorie C. Le report de la date butoir ménagerait le temps voulu pour fixer la date de mise en œuvre définitive dans le cadre de discussions constructives et de consultations plus larges.

1.4. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

1.5. Les États-Unis tiennent à remercier le Népal de sa notification. Ils appuient sa demande de délai additionnel d'un an pour notifier les dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C, avant le 22 août 2023.

1.6. La déléguée du Japon a indiqué ce qui suit:

1.7. Le Japon accueille avec intérêt la notification, par le Népal, de sa demande de délai additionnel pour notifier les dates définitives pour la mise en œuvre de ses dispositions de la catégorie C, conformément à l'article 16:3 de l'AFE. Nous espérons que le Népal continuera de s'attacher à faire de son mieux pour présenter la notification dès que possible avant le délai reporté du 22 août 2023.

1.8. Le Secrétariat a lu la déclaration suivante au nom de l'Union européenne:

1.9. L'Union européenne prend note des demandes de prolongation présentées aujourd'hui et les soutient. Nous saurions gré à ces Membres de fournir davantage de renseignements concernant leur situation pour ce qui est de leurs demandes d'assistance et des lacunes en matière d'assistance à la prochaine session spécifique sur l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités. En outre, l'UE souligne que plusieurs PMA n'ont toujours pas notifié de dates définitives de mise en œuvre des dispositions de la catégorie C. L'UE n'exclut pas que ces notifications arrivent juste avant le délai fixé dans l'AFE. Si tel était le cas, l'UE accepterait, exceptionnellement, qu'une réunion ou une procédure silencieuse ait lieu pour couvrir ces notifications.

1.10. Le Comité est convenu de prolonger jusqu'au 22 août 2023 le délai accordé au Népal afin de notifier ses dates définitives pour la mise en œuvre des dispositions relevant de la catégorie C.

1.11. La demande suivante provenait de la Guinée et avait été distribuée dans le document publié sous la cote G/TFA/N/GIN/1/Add.1. La Guinée avait demandé une prolongation jusqu'au 22 juin 2023.

1.12. La déléguée du Japon a indiqué ce qui suit:

1.13. Le Japon accueille avec intérêt la notification de la Guinée. Nous espérons que la Guinée continuera de s'attacher à faire de son mieux pour présenter la notification de ses dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C dès que possible, avant la date butoir notifiée du 22 juin 2023.

1.14. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

1.15. Les États-Unis appuient la demande de délai additionnel présentée par la Guinée pour notifier les dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C avant le 22 juin 2023.

1.16. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

1.17. Le groupe des PMA remercie la délégation de la Guinée pour sa notification et appuie sa demande de prolongation de délai.

1.18. Le Comité est convenu d'accéder à la demande de prolongation du délai jusqu'au 22 juin 2023 présentée par la Guinée.

1.19. Le Président a examiné une demande présentée par le Togo, distribuée sous la cote G/TFA/N/TGO/1/Add.2. Le Togo avait demandé une prolongation jusqu'au 31 décembre 2023.

1.20. Le délégué du Togo a indiqué ce qui suit:

1.21. Le Togo tient à remercier le Secrétariat du Comité de l'action qu'il a menée pour aider les PMA, et en particulier le Togo. Nous souhaitons vous remercier de nouveau de votre soutien, M. le Président, et remercier le Secrétariat d'avoir appuyé notre pays pour l'aider à se mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord.

1.22. À l'instar d'autres intervenants avant nous, nous avons dû diviser les différentes mesures selon les catégories A, B et C et fixé des dates indicatives pour la mise en œuvre des mesures de la catégorie C. Néanmoins, pour l'heure, nous n'avons pas notifié de dates définitives. Nos pouvoirs publics ont établi les documents techniques applicables à la mise en œuvre des mesures de la catégorie C. Néanmoins, la plupart d'entre elles nécessitent un soutien technique et financier. À ce jour, nous n'avons pas pu mobiliser les ressources nécessaires pour leur mise en œuvre. Par conséquent, nous ne pouvons pas respecter les obligations qui nous incombent au titre de l'Accord; ainsi, le Togo demande une prolongation d'un an, de sorte à avoir davantage de temps pour se préparer, et prie ses partenaires techniques et financiers de le soutenir dans l'exécution de ces projets. À ce sujet, nous avons aussi demandé un report pour la mise en œuvre des mesures relevant de la catégorie B. La date limite pour ces mesures était initialement fixée au 31 décembre 2022. Compte tenu des difficultés que rencontrent les membres du Comité dans la mise en œuvre de ces mesures, certaines structures n'ont pas pu satisfaire aux exigences dans les délais impartis et n'ont pas pu faire le nécessaire pour éliminer le goulet d'étranglement auquel nous nous heurtons dans la mise en œuvre des mesures de la catégorie B. Ainsi, dans les prochains jours, les pouvoirs publics évalueront les retombées négatives qu'a eues la pandémie sur les travaux des membres du Comité. Cette évaluation aura lieu dans les jours à venir, afin de supprimer ce goulet d'étranglement et de mettre en œuvre ces mesures. Par conséquent, le Togo demande un report des dates définitives de mise en œuvre des mesures des catégories C et B.

1.23. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

1.24. Le groupe des PMA remercie le Togo pour sa notification et appuie sa demande de prolongation de délai.

1.25. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

1.26. Les États-Unis remercient le Togo de sa notification. Ils appuient sa demande de délai additionnel pour notifier les dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C avant le 31 décembre 2023. En outre, ils attendent avec intérêt de recevoir les notifications fixant les nouvelles dates pour ce qui est de la catégorie B.

1.27. La déléguée du Japon a indiqué ce qui suit:

1.28. Le Japon accueille avec intérêt la notification, par le Togo, de sa demande de délai additionnel pour notifier les dates concernant les dispositions de la catégorie C, conformément à l'article 16:3 de l'AFE. Nous espérons que le Togo continuera de s'attacher à faire de son mieux pour présenter la notification dès que possible avant la date notifiée du 31 décembre 2023.

1.29. Le Secrétariat a lu à haute voix la déclaration suivante au nom du Zimbabwe:

1.30. Le Zimbabwe appuie la prolongation telle que demandée par le Togo. Il appuie également l'assistance telle que demandée par le Togo pour remplir ses obligations au titre de l'AFE.

1.31. Le Comité est convenu d'accéder à la demande de prolongation du délai jusqu'au 31 décembre 2023 présentée par le Togo.

1.32. La demande suivante provenait du Tchad et avait été distribuée dans le document publié sous la cote G/TFA/N/TCDD/1/Add.2. Le Tchad avait demandé une prolongation jusqu'au 31 décembre 2023.

1.33. Le délégué du Tchad a indiqué ce qui suit:

1.34. Merci, M. le Président, Mmes et MM les Membres, de votre flexibilité. Je voudrais également remercier le Secrétariat pour toutes les tâches qu'il a menées à bien. Il n'a pas été facile de venir à cette réunion, un 15 août, au milieu des vacances, et nous essayons de témoigner de notre flexibilité et de notre bonne volonté au sein du Comité de la facilitation des échanges. Je souhaiterais rappeler que le 22 février 2017 a été marqué par une avancée considérable en faveur du système commercial multilatéral, à savoir l'entrée en vigueur du premier accord multilatéral signé depuis l'entrée en activité de l'OMC, et cette date a été particulièrement importante pour nous. Elle révèle le lien capital noué entre notre pays et cet accord. Depuis, la COVID a eu des effets dévastateurs sur notre économie. Nous avons essuyé nombre d'échecs dans la mise en œuvre des mesures relevant de la catégorie C et le Tchad, conformément à l'article 16, a fait savoir qu'il avait besoin de temps supplémentaire avant de fixer les dates définitives pour les dispositions relevant de cette catégorie. Le Tchad souhaite prier le Comité d'envisager de reporter le délai de notification de ses dates définitives pour les dispositions de la catégorie C jusqu'au 31 décembre 2023. Nos collègues en poste dans la capitale nous ont priés de demander cette date, car ce report aiderait grandement le Tchad à collaborer avec l'ensemble des parties prenantes et des partenaires pour ce qui est de notifier les dates de mise en œuvre des dispositions de la catégorie C. Compte tenu des flexibilités prévues dans le cadre de l'AFE, les PMA seront tenus de prendre des engagements uniquement en fonction de leurs compétences et de leurs capacités. Actuellement, le Tchad se heurte à des difficultés dans les domaines des ressources humaines et des capacités institutionnelles et financières, et il ne peut respecter les prescriptions énoncées dans l'AFE en ce qui concerne les notifications. Par conséquent, il demande un délai supplémentaire et un soutien technique. Par ailleurs, je tiens à rappeler que le Tchad a déjà notifié des dates définitives pour les dispositions de la catégorie B et des dates indicatives pour les dispositions de la catégorie C. Nous accordons une grande valeur à l'AFE, qui importe beaucoup pour les PMA, et ce texte devrait donc contribuer à réduire le coût moyen du commerce et le temps requis pour les importations et les exportations et devrait aider les entreprises à exporter pour la première fois. Tous ces points sont extrêmement utiles à notre pays. Néanmoins, nous rencontrons des obstacles et avons besoin de soutien, pour nous et les autres PMA, afin de satisfaire aux prescriptions établies au titre de l'AFE, comme celle de notifier les dates définitives au titre des dispositions relevant de la catégorie C. Telle est, pour l'essentiel, l'ébauche de notre demande. J'espère que vous pourrez l'accepter.

1.35. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

1.36. Le groupe des PMA appuie la demande de prolongation de délai présentée par le Tchad.

1.37. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

1.38. Nous remercions le Tchad de sa notification. Les États-Unis appuient sa demande de temps additionnel pour notifier les dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C avant le 31 décembre 2023.

1.39. La déléguée du Japon a indiqué ce qui suit:

1.40. Le Japon accueille avec intérêt la notification, par le Tchad, de sa demande de délai additionnel pour notifier le report des dates concernant les dispositions de la catégorie C. Nous espérons que le Tchad continuera de s'attacher à faire de son mieux pour présenter la notification de ses dates définitives concernant les dispositions relevant de la catégorie C dès que possible, avant la date butoir du 31 décembre 2023.

1.41. Le délégué du Niger indique ce qui suit:

1.42. Je prends la parole pour appuyer toutes les demandes présentées en vue de reporter les dates définitives pour les dispositions de la catégorie C. Toutes les raisons qui ont été avancées démontrent, une fois de plus, qu'il convient de fournir une assistance technique dans nos pays pour mettre en œuvre les dispositions contenues dans l'AFE. Je tiens à rappeler que mon pays a été le premier PMA à ratifier l'AFE. Nous avons notifié nos dates définitives en juin dernier et souhaitons prier tous les Membres et tous nos partenaires de nous apporter tout le soutien dont nous avons besoin.

1.43. La déléguée du Zimbabwe a indiqué ce qui suit:

1.44. Le Zimbabwe appuie la demande présentée par le Tchad.

1.45. Le délégué du Bangladesh a indiqué ce qui suit:

1.46. Le Bangladesh tient à appuyer toutes les présentations faites aujourd'hui.

1.47. Le Comité est convenu d'accéder à la demande de prolongation du délai jusqu'au 31 décembre 2023 présentée par le Tchad.

1.48. Le Président a examiné la demande de report présentée par la Tanzanie et distribuée le matin de la réunion.

1.49. La déléguée de la Tanzanie a indiqué ce qui suit:

1.50. Je souhaite exprimer notre volonté de mettre pleinement en œuvre l'AFE. Toutefois, comme cela a été le cas dans d'autres PMA, notre calendrier de notification a été contrarié par la COVID-19; par conséquent, nous souhaiterions demander un report jusqu'à août 2023.

1.51. Le Président a indiqué ce qui suit:

1.52. J'ai informé le Comité que la demande de la Tanzanie avait été présentée ce matin et distribuée de manière informelle. Je pense que le Comité a besoin de davantage de temps pour examiner la demande.

## **2 AUTRES QUESTIONS**

### **2.1 Notifications en suspens**

2.1. Le Président a indiqué ce qui suit.

2.2. Voilà qui nous amène à la question, plus large, des notifications en suspens.

2.3. La situation des PMA concernant les notifications est la suivante: 15 Membres ont présenté des notifications et 6 autres ont présenté des demandes de prolongation. En outre, 5 Membres ont présenté des renseignements indiquant qu'ils fixent actuellement, et avant le 22 août, leurs dates de notification. Dans ce contexte, il est possible que certains Membres demandent un report entre aujourd'hui et le 22 août.

2.4. Je pense que le Comité pourrait envisager deux autres solutions pour examiner ces demandes: une approche pourrait consister à mener un examen sur support papier. Dans ce cadre, toutes les demandes reçues qui répondent aux exigences pour ce qui est de fournir la raison du report ainsi que de préciser la durée de la prolongation demandée seront distribuées aux Membres assortie d'une date limite pour la présentation d'objections à la demande fixée au 22 août, avant la fermeture des bureaux. La demande présentée par la Tanzanie serait examinée conformément à la procédure arrêtée ce matin par le Comité. Cela étant, je souhaite aussi préciser que si l'examen sur support papier n'est pas retenu, alors nous n'avons pas d'autre solution que d'organiser une autre réunion le 22 août.

2.5. La déléguée des États-Unis a indiqué ce qui suit:

2.6. S'agissant de votre suggestion de procéder à examen sur support papier, les États-Unis sont prêts à examiner favorablement les futures demandes écrites qui répondent aux critères suivants: i) ont été reçues dans les délais impartis, avant le 22 août; ii) précisent clairement la justification de la demande de prolongation; iii) fixent une date de report pendant l'année civile 2023. Toutefois, pour toute demande qui ne satisfait pas à ces critères, le Comité de la facilitation des échanges devra se réunir d'ici au 22 août pour discuter de ces demandes en particulier, de sorte à permettre aux Membres de poser des questions. Par conséquent, je dirais que nous pouvons convenir d'un examen sur support papier si ces trois conditions sont remplies.

2.7. Le Président a indiqué ce qui suit:

2.8. Nous avons pris note des trois conditions, qui doivent être prises en considération. Par conséquent, une réunion devra avoir lieu dans le cas où de nouvelles demandes sont présentées, remplissent toutes les prescriptions pour être distribuées et font l'objet d'objections avant la date du 22 août, mais si les conditions sont remplies, nous envisagerons cette solution.

2.9. Le délégué du Royaume-Uni a indiqué ce qui suit:

2.10. Le Royaume-Uni a conscience des difficultés exposées par le Népal, la Guinée, le Togo, le Tchad et la Tanzanie pour ce qui est de présenter au Comité leurs dates définitives de notification au titre de l'article 16 et tient compte des raisons pour lesquelles un délai additionnel est nécessaire. Nous avons pris note de ces informations et encourageons tout autre Membre ayant besoin de temps supplémentaire pour présenter ses dates définitives à avoir recours avant le 22 août 2022 au mécanisme dont il dispose dans le cadre de l'AFE. Le Royaume-Uni accepte soit un examen sur support papier, soit une nouvelle réunion du Comité à ce sujet d'ici au 22 août.

2.11. Le délégué du Népal a indiqué ce qui suit:

2.12. Le groupe des PMA remercie la délégation de la Tanzanie pour sa notification et appuie sa demande de prolongation de délai. Il reste du temps avant le 22 août et certains PMA mettent tout en œuvre pour tenir les délais et peuvent être par conséquent en passe de mettre la dernière main aux dates définitives. Néanmoins, dans les cas où la notification ne peut être achevée à temps, ces pays peuvent demander une prolongation, sur justification, au dernier moment. Dans ce contexte, le groupe des PMA souhaite prier par anticipation le Comité d'examiner ces demandes favorablement. Le groupe des PMA appuie la proposition mise en avant par le Président.

2.13. Le Président a indiqué ce qui suit:

2.14. Compte tenu de la proposition faite par les États-Unis concernant un examen sur support papier, si une demande de report de la date de notification, y compris celle de Tanzanie, est présentée avant le 22 août et répond aux trois conditions posées par les États-Unis, elle sera distribuée par écrit pour observation ou objection. Si aucune objection n'est reçue d'ici à la date limite du 22 août, avant la fermeture des bureaux, la demande sera considérée comme examinée.

2.15. Une communication sera distribuée au Comité pour confirmer que toute notification reçue à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 22 août et répondant aux trois conditions convenues sera distribuée au Comité, toute objection devant être présentée par écrit avant la date limite du 22 août 2022, avant la fermeture des bureaux. Si aucune objection n'est reçue, il sera considéré que la demande a été examinée favorablement.

2.16. Le Comité en est ainsi convenu.

## **2.2 Date de la prochaine réunion**

2.17. Les dates de la réunion d'octobre du Comité devaient être changées, car elles étaient désormais incompatibles avec les dates, confirmées récemment, de la réunion du Conseil général. Les nouvelles dates seraient communiquées en temps utile.

2.18. Le Comité a accepté d'inviter les organisations visées à l'annexe D et l'Alliance mondiale à participer à la réunion suivante.

### **3 CONCLUSION**

3.1. Le Président a remercié toutes les délégations de leur participation et les interprètes pour leur travail précieux.

3.2. La réunion a été déclarée close.

---